

## CERTIFICATION

# Additif applicable à l'ensemble des référentiels gérés par le CSTB (NF, QB, Evaluation de la Conception et CE)

Cet additif prévaut sur les versions antérieures qui figurent dans les référentiels de certification



N° d'identification : ADD NF-QB-EC-CE

N° de révision 02

Additif n°ADD NF-QB-EC-CE, approuvé par la Direction Technique du CSTB le 05/01/2022 et par AFNOR Certification le 07/02/2022

Date de mise en application : 05/01/2022

## HISTORIQUE DES MODIFICATIONS DU PRESENT ADDITIF

Date d'approbation	Date de mise en application	Version	Partie modifiée
19/05/2020	03/06/2020	01	Création
05/01/2022	05/01/2022	02	Modification du paragraphe A. Mise à jour des dates dans l'Annexe.

## MODIFICATIONS APPORTEES PAR L'ADDITIF :

Partie modifiée	Nature de la modification effectuée
§ 6.1. : Ajuste et complète les dispositions dans le nota 2 des Exigences Générales QB	A. Précision des dispositions de traitement d'une demande d'admission et de traitement des audits de suivi pendant une épidémie / pandémie (mesures dérogatoires); Précisions, ajustements d'une demande d'admission et de traitement des audits de suivi dans les pays à vigilance particulière
§ 1.3. Ajuste et complète les dispositions dans le nota 1 de chaque référentiel « NF » /	
Ajout de dispositions dans le § 1.3. de chaque référentiel « Evaluation de la conception » /	
Ajout de dispositions dans le § 3 de chacune des exigences Particulières Marquage CE /	
Dispositions annulant et remplaçant les dispositions actuellement en vigueur dans le § 2.3.5. des référentiels NF et QB en vigueur	B. Ajustement des dispositions relatives aux cessations temporaires de production.
Dispositions complémentaires aux Conditions Générales Marquage CE	
Dispositions complétant les dispositions actuellement en vigueur dans le § 2.4.2. des référentiels NF et QB en vigueur	C. Précisions relatives aux dispositions portant sur les équipements de mesures hors de validité métrologique par suite d'un arrêt de production dans le cadre d'une situation exceptionnelle.
Dispositions complétant les dispositions actuellement en vigueur dans l'annexe 4 des Exigences Particulières Marquage CE	
Ajout d'une annexe à tous les référentiels en vigueur.	ANNEXE : Précision de l'organisation de la continuité des certificats du CSTB pendant toute circonstance exceptionnelle

## **A. Dispositions pour les cas où les audits ne pourraient pas être réalisés « in situ »**

La situation sanitaire a conduit le CSTB à adapter à différentes reprises ses modalités de réalisation des audits pour assurer la poursuite et le maintien des activités de certification. Dans ce contexte des dispositions dérogatoires pour la réalisation des audits en distanciel ont été validées, publiées et déployées dans un Additif aux référentiels de certification en s'appuyant sur les documents IAF ID3, IAF ID12 et IAF MD4, émis par les structures internationales garantes de l'accréditation.

Le retour d'expérience a montré que ces modalités de réalisation des audits à distance peuvent se substituer aux audits sur « site » dès lors que les conditions matérielles sont réunies et à condition qu'une analyse de risque ait été établie.

Nota : Les évaluations sur site ou à distance seront facturées conformément aux tarifs définis dans les barèmes en vigueur (audits, essais, prélèvement sur le marché, ...).

Il revient au CSTB de choisir les techniques d'audit auxquelles il aura recours en fonction de circonstances exceptionnelles.

### Circonstances exceptionnelles :

En cas d'événements ou de circonstances exceptionnelles indépendants de la volonté du CSTB et du demandeur/titulaire et échappant à leur contrôle, ne leur permettant plus d'assurer les audits en tout ou en partie sur site, le CSTB pourra procéder à des adaptations afin d'assurer la continuité des certifications définies ci-après.

Exemples de circonstances exceptionnelles (non exhaustives) :

- risques sécuritaires (guerre, attentat, piraterie, cybercriminalité, accident industriel ...)
- risques sanitaires (pandémie ou risque d'épidémie, pollution visée expressément à l'article L223-1 du Code de l'environnement)
- risques naturels (sismiques, cyclones, ouragans, ...)
- risques nucléaires ;
- incidents liés aux transports (grèves, fermetures de lignes, d'aéroports, de gares, ...)
- contexte géopolitique et incidents liés à des tensions politiques ou diplomatiques.

Nota : Lorsque l'audit ne peut pas être réalisé ni sur site, ni à distance, et qu'aucune solution n'a pu être trouvée avec le titulaire/fabricant pour y remédier, alors la suspension de certification sera prononcée, après consultation du comité particulier, de plein droit par le CSTB.

Dispositions de réalisation des audits à distance	Dispositions dans un pays à vigilance particulière <sup>(2)</sup> <sup>(3)</sup>
<b>CAS DES AUDITS DE SUIVI (y compris après admission à distance)</b>	
<p><b>Zones d'exposition à risque <sup>(1)</sup></b></p> <p><b>Zones dans lesquelles le CSTB n'est pas autorisé à se rendre (conformément à une directive ou à une consigne d'un Etat, consignes internes à l'entreprise d'un demandeur / titulaire, ...) ou pour lesquelles le CSTB considère que les conditions de déplacement et/ou de réalisation de l'audit sur site ne permettent pas de garantir une sécurité suffisante pour son personnel.</b></p>	<p><b>Zones rouges, oranges ou zones jaunes</b> après examen par le CSTB de la situation locale</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réalisation d'essais, le cas échéant, sur un (des) produit(s) certifié(s) prélevé(s) : <ul style="list-style-type: none"> <li>➢ Dans le cas du premier suivi après admission à distance : sur le marché français par le CSTB,</li> </ul> </li> </ul> <p>Dans les autres cas : Sur le marché français par le CSTB ou par le titulaire sur la base de consignes définies par le CSTB (exemple : date de fabrication, N° de lot, ...) qui adressera le(s) produit(s) au laboratoire de la marque.</p> <p>Ce prélèvement pourra être effectué en amont de la date prévue pour l'audit à distance. La date de production du produit prélevé doit être postérieure au dernier audit et/ou prélèvement réalisé.</p> <p style="text-align: center;"><b>et</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réalisation d'un audit « à distance » <sup>(5)</sup> portant sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'analyse des éléments demandés par le gestionnaire de certification préalablement à l'audit,</li> <li>- le cas échéant, l'observation à distance des essais prévus dans le référentiel comme devant être supervisés sur site, au minima l'exploitation des rapports ou données d'essais transmis au CSTB, en temps réel ou dans la foulée de la réalisation de l'essai.</li> </ul> </li> </ul>	
<b>CAS DES AUDITS D'ADMISSION, D'ADMISSION COMPLEMENTAIRE, D'EXTENSION</b>	
<p><b>Zones d'exposition à risque <sup>(1)</sup></b></p> <p><b>Zones dans lesquelles le CSTB n'est pas autorisé à se rendre pour éviter toute circonstance exceptionnelle (conformément à une directive ou à une consigne d'un Etat, consignes internes à votre entreprise ...)</b></p>	<p><b>Zones rouge et orange</b></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• les mesures applicables aux audits de suivi sont applicables,</li> </ul> <p style="text-align: center;"><b>et</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'audit devra impérativement être réalisé sur site dans l'année suivant la demande d'admission. Sur décision du CSTB, à conditions que les conditions matérielles <sup>(5)</sup> le permettent et sur analyse de risque, la première évaluation suivant l'admission pourra être réalisée à distance.</li> </ul>	<p>Pas de mesures dérogatoires <sup>(4)</sup></p>

*(1) La liste des zones d'expositions à risque est rendue publique et actualisée par les services de l'Etat Français.*

*Pour le cas de l'épidémie de CORONAVIRUS, la liste des zones d'exposition à risque est actualisée en permanence par l'Agence Nationale Française de Santé Publique :*

<https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/maladies-et-infections-respiratoires/infection-a-coronavirus/articles/infection-au-nouveau-coronavirus-sars-cov-2-covid-19-france-et-monde>

*(2) Observant de nombreuses tensions dans le monde, le Ministère Français des Affaires Etrangères définit et actualise en permanence des zones de vigilance pour chaque pays dans les conditions ci-dessous :*

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/>

- les zones vertes à vigilance normale ;
- les zones jaunes à vigilance renforcée ;
- les zones orange déconseillées sauf raison impérative ;
- les zones rouges formellement déconseillées.

*(3) Pour les demandes de certification formulées par des entités dont les sites à évaluer dans le cadre de la certification, en phase d'admission ou de suivi, sont situés sur le territoire d'un pays classé en zone jaune, le déplacement des Auditeurs est autorisé sous réserve que l'entité auditée organise localement et à ses frais exclusifs le transport et l'hébergement des Auditeurs de façon à ce que leur sécurité soit garantie.*

*Dans les 10 jours ouvrés précédant tout déplacement, le demandeur/titulaire doit communiquer au CSTB les conditions de transport et d'hébergement des Auditeurs visant à garantir leur sécurité. Le CSTB peut formuler des observations et justifier de demandes complémentaires ; il se réserve le droit d'annuler un déplacement si les conditions proposées ne présentent pas de garantie de sécurité suffisante.*

*(4) Conformément aux préconisations de l'Etat Français, afin d'assurer la sécurité des collaborateurs du CSTB et de ses sous-traitants (ci-après désignés « les Auditeurs »), les demandes d'admission de certification formulées par des entités dont les sites à évaluer dans le cadre de la certification sont situés sur le territoire d'un pays classé en zone orange ou rouge ne pourront pas être prises en compte par le CSTB.*

*(5) Le CSTB propose au demandeur/titulaire des moyens de communications sécurisés (visioconférence, partage de documents...); dans le cas où le demandeur/ titulaire souhaite utiliser d'autres moyens de communication, celui-ci utilisera sous sa responsabilité exclusive les moyens de communication qu'il juge adaptés à la préservation de l'intégrité et de la confidentialité des documents et vidéos communiqués au CSTB.*

*Toutefois, le CSTB se réserve le droit de refuser certains moyens de communication :*

- dans l'hypothèse où ces moyens de communication :
  - o seraient incompatibles avec ceux utilisés par le CSTB, ou
  - o présenteraient un risque pour les systèmes d'information du CSTB, ou
- dans l'hypothèse où le CSTB serait contraint, afin de recevoir les documents et vidéos du titulaire, d'acquiescer, à titre onéreux, les mêmes moyens de communication que ceux du titulaire.

*A l'issue de l'audit matérialisée par l'envoi du rapport d'audit au demandeur/titulaire, le CSTB s'engage à détruire tout élément communiqué par le demandeur/titulaire et à n'en conserver aucune copie. De plus, le CSTB et le demandeur/titulaire s'engagent à ne réaliser aucun enregistrement sonore ou visuel du contenu partagé en visioconférence (vidéo, audio, partage d'écran...) ».*

## **B. Dispositions relatives aux cessations temporaires ou définitives de production**

Toute cessation définitive ou temporaire de fabrication de produits (ou d'une gamme de produits) certifiés, quelle que soit sa durée, doit être identifiée, enregistrée et déclarée par écrit au CSTB ; cette déclaration doit mentionner la date de l'arrêt de la production, la date prévisionnelle de la reprise et dès qu'elle est connue, la date confirmée de la reprise.

Nota : Toute cessation temporaire due à une période de congé n'est pas concernée, sous réserve qu'elle soit inférieure à un mois.

### ➤ **Cas d'une cessation temporaire du site de production ou de la chaîne de production inférieure à 6 mois – Aucune production du produit certifié ou d'un produit similaire**

Il n'est pas notifié de suspension au titulaire. Dès la reprise de la production, les autocontrôles définis dans les référentiels doivent être réalisés par le titulaire ; ils seront analysés par l'auditeur du CSTB dans le cadre du prochain audit de suivi. De plus, le titulaire s'engage à déclarer au CSTB toute modification susceptible d'impacter la performance de son produit (modification produit, unité ou procédé de fabrication, organisation qualité, ...).

En cas de non de reprise de production à la fin du délai initialement prévu, le titulaire pourra demander une suspension pour 18 mois maximum ou un retrait du droit d'usage de la marque. La procédure prévue ci-dessous est appliquée selon la durée.

### ➤ **Cas d'une cessation temporaire du site de production ou de la chaîne de production supérieure à 6 mois - Aucune production**

Le titulaire doit préciser la durée nécessaire à l'écoulement du stock des produits marqués et fabriqués avant la date d'arrêt de la fabrication.

La décision de suspension du certificat et, le cas échéant du droit d'usage de la marque associée, est notifiée au titulaire par le CSTB.

A l'expiration du délai indiqué par le titulaire et jugé cohérent par le CSTB, le produit est retiré de la liste des produits certifiés.

Au-delà d'un an de suspension et avant la fin de la durée de suspension (par période de 6 mois), le titulaire, doit informer le CSTB de l'état de son stock de produits certifiés. Dans ce cadre un audit (pour s'assurer de la véracité des stocks, ainsi que des actions de surveillance du marché (site internet, catalogue, distribution, ...) peuvent être requis. Le CSTB informe le fabricant de sa décision concernant sa demande de reconduction.

Cette suspension peut être prononcée pour une durée allant jusqu'à **24** mois maximum, au-delà, un retrait du droit d'usage de la marque sera notifié au titulaire.

La levée de suspension est assujettie à la reprise de la production, la réalisation d'un audit et le cas échéant complétée par des essais. Les résultats des évaluations doivent être positifs pour que le CSTB notifie la levée de suspension au titulaire. Dans le cas d'une suspension de 24 mois, le titulaire a obligation de faire un état de situation au CSTB à 18 mois. Ceci afin de pouvoir anticiper la levée de suspension, notamment pour l'organisation de l'audit et des prélèvements pour les essais de levée de suspension. Il pourra être organisé un audit à distance, préalable à l'audit sur site, notamment pour auditer les exigences relatives au système qualité.

A réception, de la notification par le titulaire est autorisé à faire mention de la marque de certification.

Une mise en conformité ou une reprise de la production ultérieure à la durée (au-delà des **24** mois maximum), devra être considérée comme une nouvelle demande de certification.

➤ **Cas d'une cessation définitive du site de production ou de la chaîne de production**

Le titulaire doit préciser la durée nécessaire à l'écoulement du stock des produits marqués. A l'expiration du délai indiqué par le titulaire et jugé cohérent par le CSTB, le droit d'usage de la Marque est retiré et le(s) produit(s) est / sont retiré(s) de la liste des produits certifiés. La décision de retrait est notifiée au titulaire par le CSTB.

**C. Précisions relatives aux dispositions portant sur les équipements de mesures hors de validité métrologique par suite d'un arrêt de production dans le cadre d'une situation exceptionnelle (pandémie, ...)**

Les équipements de mesure et d'essai hors de validité métrologique peuvent être utilisés dans les trois mois <sup>(\*)</sup> suivant la reprise de la production, sous réserve que la planification des raccordements soit réalisée d'une part, et que des justifications démontrant que les résultats de mesure et d'essai restent fiables d'autre part :

- en s'appuyant sur les résultats d'essais confirmés sur un échantillon de référence, le cas échéant,
- en confirmant que la dérive déterminée sur les précédents raccordements est acceptable, ou
- en validant des valeurs obtenues lors des contrôles en service (par exemple en utilisant une cale étalon pour le contrôle en service d'un pied à coulisse ou d'une sonde de température pour le contrôle d'une étuve).

En retour de raccordement métrologique cette dérogation sera validée par la confirmation de la nouvelle dérive.

*(\*) Tout délai supérieur à trois mois doit faire l'objet d'une demande de dérogation au CSTB. Chaque demande sera analysée « au cas par cas » ; une attention particulière sera portée dans le cas où la mesure porte sur une caractéristique certifiée ayant un impact sur la santé ou la sécurité des personnes ou des biens.*

## **ANNEXE I : Organisation de la continuité des certificats du CSTB pendant et après une circonstance exceptionnelle**

### **I. CONTINUITÉ DE LA PRODUCTION / DU SERVICE – PAS D'ARRÊT DE LA CHAÎNE DE PRODUCTION**

<b>Cas possibles</b>	<b>Continuité ?</b>	<b>Risque sur la performance du produit ?</b>
<b>Cas 1</b> : audit, essais <sup>(2)</sup> planifiés et réalisés au 1 <sup>er</sup> semestre année n dans des conditions « normales »	Oui (si satisfaction aux exigences du référentiel) :  Maintien du certificat (si le certificat ne mentionne pas de date de fin de validité) /  Renouvellement du certificat (si le certificat mentionne une date de fin de validité)	Aucun
<b>Cas 2</b> : - Audits planifiés au 1 <sup>er</sup> semestre année n et réalisés en « audit à distance » <sup>(1)</sup> - Essais <sup>(2)</sup> réalisés		Aucun
<b>Cas 3</b> : audit <sup>(1)</sup> , essais <sup>(2)</sup> planifiés et réalisés au 2 <sup>er</sup> semestre année n		Aucun

<sup>(1)</sup> possibilité de réaliser l'audit à distance.

<sup>(2)</sup> dans le cas où des essais dans le laboratoire de la marque sont requis dans le référentiel de certification.



## II. ARRET DE LA PRODUCTION INFERIEUR A 6 MOIS

### II.1. Fréquences d'évaluations annuelles, tous les 2 ans ou tous les 3 ans

<b>Cas possibles</b>	<b>Conditions de reprise</b>	<b>Continuité ?</b>	<b>Risque sur la performance du produit ?</b>
<b>Cas 4</b> : audit, essais <sup>(2)</sup> planifiés et réalisés au 1 <sup>er</sup> semestre année n dans des conditions « normales »	Reprise de la production sans évaluation complémentaire par le CSTB <sup>(3)</sup>	Oui (si satisfaction aux exigences du référentiel) :  Maintien du certificat (si le certificat ne mentionne pas de date de fin de validité) /	Aucun
<b>Cas 5</b> : audit, essais <sup>(2)</sup> planifiés au 1 <sup>er</sup> semestre année n et non réalisés	Reprise de la production sans évaluation complémentaire par le CSTB <sup>(3)</sup>  Réalisation des audits <sup>(1)</sup> et essais <sup>(2)</sup> au second semestre année n à la place du 1 <sup>er</sup> semestre année n		Aucun
<b>Cas 6</b> : audit, essais <sup>(2)</sup> planifiés au 2 <sup>er</sup> semestre année n  (ou en année n+1, année n+2 pour les fréquences d'évaluations tous les 2 ans ou tous les 3 ans)	Reprise de la production sans évaluation complémentaire par le CSTB <sup>(3)</sup>  Réalisation des audits <sup>(1)</sup> et essais <sup>(2)</sup> au second semestre année n conformément au planning initial		Aucun

<sup>(1)</sup> possibilité de réaliser l'audit à distance.

<sup>(2)</sup> dans le cas où des essais dans le laboratoire de la marque sont requis dans le référentiel de certification.

<sup>(3)</sup> dès la reprise de la production, les autocontrôles définis dans les référentiels doivent être réalisés par le titulaire ; ils seront analysés par l'auditeur du CSTB dans le cadre du prochain audit de suivi. De plus, le titulaire s'engage à déclarer toute modification impactant la performance de son produit (modification produit, procédé ou unité de fabrication, organisation qualité, ...).

## II.2. Fréquences d'évaluations semestrielles

<b>Cas possibles</b>	<b>Conditions de reprise</b>	<b>Continuité ?</b>	<b>Risque sur la performance du produit ?</b>
<b>Cas 7</b> : audit, essais (2) planifiés et réalisés au 1 <sup>er</sup> semestre année n dans des conditions « normales »	Reprise de la production sans évaluation complémentaire par le CSTB (3) Réalisation de l'audit (1), essais (2) du second semestre année n	Oui (si satisfaction aux exigences du référentiel) :  Maintien du certificat (si le certificat ne mentionne pas de date de fin de validité) /	Aucun
<b>Cas 8</b> : audit, essais (2) planifiés au 1 <sup>er</sup> semestre année n et non réalisés	Reprise de la production sans évaluation complémentaire par le CSTB (3) Réalisation des audits (1) et essais (2) : - dès que possible, et - à la fin du 2 <sup>nd</sup> semestre année n	Renouvellement du certificat (si le certificat mentionne une date de fin de validité)	Aucun

## III. ARRET DE LA PRODUCTION SUPERIEUR A 6 MOIS

<b>Cas possibles</b>	<b>Conditions de reprise</b>	<b>Continuité ?</b>	<b>Risque sur la performance du produit ?</b>
<b>Cas 9</b> : Tous les cas d'arrêt supérieurs à 6 mois	Le titulaire doit préciser la durée nécessaire à l'écoulement du stock des produits marqués et fabriqués avant la date d'arrêt de la fabrication. La décision de suspension est notifiée au titulaire par le CSTB. A l'expiration du délai indiqué par le titulaire et jugé cohérent par le CSTB, le produit est retiré de la liste des produits certifiés. La durée totale de la suspension pour ces produits ne doit pas excéder 24 mois. La levée de la suspension ne peut être prononcée qu'à l'issue d'une (des) évaluation(s) de levée de suspension (1) (2) définies par le CSTB.	Non : Suspension du certificat	Au-delà de 6 mois, risque important de perte de compétence du personnel, de dérive du process de production, ...

(1) possibilité de réaliser l'audit à distance.

(2) dans le cas où des essais dans le laboratoire de la marque sont requis dans le référentiel de certification.

(3) dès la reprise de la production, les autocontrôles définis dans les référentiels doivent être réalisés par le titulaire ; ils seront analysés par l'auditeur du CSTB dans le cadre du prochain audit de suivi. De plus, le titulaire s'engage à déclarer toute modification impactant la performance de son produit (modification produit, procédé ou unité de fabrication, organisation qualité, ...).

## CERTIFICATION

Additive applicable to all reference systems managed by the CSTB (NF, QB, Design assessment and CE)

This addendum supersedes previous versions mentioned in the certification reference system.



Identification Number : ADD NF-QB-EC-CE

Revision N° 02

Additif n°ADD NF-QB-EC-CE, approved by CSTB Technical Direction on 05/01/2022 and by AFNOR Certification on: 07/02/2022

Implementation date: 05/01/2022

## HISTORY OF CHANGES TO THIS ADDENDUM

Date of approval	Date of implementation	Version	Amended part
19/05/2020	03/06/2020	01	Creation
05/01/2022	05/01/2022	02	Amendment to paragraphe A. Update of dates in the Annexe.

## AMENDMENTS MADE BY THE ADDENDUM :

Amended part	Nature of the change made
§ 6.1. : Ajusts and et completes the provisions in note 2 of the General Requirements QB	A. Clarification of provisions for processing an application for admission and for processing follow-up audits during an exceptional situation (derogatory measures); Clarification, adjustments to an application for admission and for processing follow-up audits in countries of particular vigilance / (derogatory measures)
§ 1.3. Ajusts and et completes the provisions in note 1 of each « NF » Rules	
Addition of provisions in § 1.3. of each " Design Assessment " Reference system /	
Addition of provisions in § 3 of each of the Particular Requirements CE Marking /	
Provisions cancelling and replacing the provisions currently in force in § 2.3.5. of the NF and QB Rules in force	B. Adjustment of the provisions on temporary cessation of production.
Additional provisions to the General Conditions CE marking	
Provisions supplementing the provisions currently in force in § 2.4.2. of the NF and QB Rules in force	C. Clarification of the provisions relating to measuring equipment that is out of metrological validity as a result of a production stoppage in an exceptional situation.
Provisions supplementing the provisions currently in force in Annex 4 of the Special Requirements CE marking	
Addition of an appendix to all existing Rules.	APPENDIX: Clarification of the organisation of the continuity of CSTB certificates during exceptional situation

## **A. Provisions for cases in which audits couldn't be conducted "in situ"**

The health situation has led the CSTB to adapt on different occasions its modalities for carrying out audits to ensure the continuation and maintenance of certification activities. In this context, derogatory provisions for the performance of remote audits were validated, published and deployed in an Addendum to the certification reference documents based on documents IAF ID3, IAF ID12 and IAF MD4, issued by the international structures guaranteeing accreditation.

The return of experience has shown that these methods of carrying out remote audits can replace the "on-site" audits as soon as the material conditions are met and provided that a risk analysis has been established.

Note: On-site or remote assessments will be invoiced in accordance with the rates defined in the current price list (audits, tests, market sampling, etc.).

It is up to the CSTB to choose the audit techniques to which it will resort according to exceptional circumstances.

Exceptional circumstances:

In the event of events or exceptional circumstances beyond the control of the CSTB and the applicant/holder and beyond their control, no longer allowing them to ensure the audits in whole or in part on site, the CSTB may proceed with adaptations in order to ensure the continuity of the certifications defined below.

Examples of exceptional circumstances (not exhaustive):

- security risks (war, attack, piracy, cybercrime, industrial accident ...);
- health risks (pandemic or risk of epidemic, pollution specifically referred to in article L223-1 of the Environmental Code)
- natural risks (seismic, cyclones, hurricanes, etc.)
- nuclear risks ;
- transport-related incidents (strikes, closures of lines, airports, stations, etc.)
- geopolitical context and incidents linked to political or diplomatic tensions.

Note: When the audit cannot be carried out either on site or remotely, and no solution has been found with the holder/manufacturer to remedy the situation, then the suspension of certification will be pronounced, after consultation of the Specific Committee, as of right by the CSTB.

Arrangements for conducting remote audits	Arrangements in a country subject to special vigilance (2) (3)
<b>FOLLOW-UP AUDITS (including after remote admission)</b>	
<p><b>Risk exposure areas (1)</b></p> <p><b>Zones in which the CSTB is not authorised to go (in accordance with a directive or an instruction from a State, internal instructions from the company of an applicant / holder, ...) or for which the CSTB considers that the conditions of travel and/or realisation of the audit on site do not allow sufficient security for its personnel.</b></p>	<p><b>Red- or orange-alert areas or yellow-alert after examination by CSTB of local status</b></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Performance of tests, if applicable, on one or more certified products sampled: <ul style="list-style-type: none"> <li>➢ In case of first follow-up after remote admission : from retail sites in France by CSTB,</li> <li>➢ In all other cases : from retail sites in France or by the holder based on instructions specified by CSTB (e.g. date of manufacture, batch number, etc.) which will send the product(s) to the mark laboratory.</li> </ul> </li> </ul> <p>This sampling can be performed prior to the date planned for the remote audit. The date of manufacture of the sampled product must be later than the most recent audit and/or sample collection carried out.</p> <p><b>and</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Completion of a “remote” audit (5) focused on: <ul style="list-style-type: none"> <li>- the analysis of elements requested by the certification administrator prior to the audit,</li> <li>- if applicable, supervision of on-site supervised tests provided for in the reference system; as a minimum, evaluation of the test reports or testing data sent to CSTB in live or immediately after conducting the test.</li> </ul> </li> </ul>	
<b>ADMISSION, COMPLEMENTARY ADMISSION AND EXTENSION AUDITS CASES</b>	
<p><b>Risk exposure areas (1)</b></p> <p><b>Zones in which CSTB is not authorised to travel during exceptional situation (in accordance with a directive or instruction from a government, internal instructions at your company, etc.)</b></p>	<p><b>Red- and orange-alert areas</b></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• The measures applicable to follow-up audits shall apply,</li> </ul> <p><b>and</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• An audit shall be conducted on-site in the year following the admission application. By decision of the CSTB, provided that conditions that the material conditions (5) allow it and on risk analysis, the first follow-up assessment may be carried out at distance following admission.</li> </ul>	<p>No exceptional measures (4)</p>

<sup>(1)</sup> The list of risk areas is made public and updated by the French government.  
In the case of the CORONAVIRUS epidemic, the list of areas of exposure at risk is permanently updated by the French National Public Health Agency:

<https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/maladies-et-infections-respiratoires/infection-a-coronavirus/articles/infection-au-nouveau-coronavirus-sars-cov-2-covid-19-france-et-monde>

<sup>(2)</sup> Observing numerous tensions in the world, the French Ministry of Foreign Affairs defines and permanently updates zones of vigilance for each country in the conditions below:

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/>

- green areas of normal vigilance ;
- yellow areas with reinforced vigilance;
- orange areas, which are not recommended unless there is a compelling reason to do so;
- red areas formally inadvisable.

<sup>(3)</sup> For certification requests formulated by entities whose sites to be assessed within the framework of certification, in the admission or follow-up phase, are located on the territory of a country classified in yellow zone, the travel of the Auditors is authorised subject to the condition that the audited entity organises locally and at its exclusive expense the transport and accommodation of the Auditors in such a way that their safety is guaranteed.

Within 10 working days prior to any travel, the applicant/holder must communicate to the CSTB the transport and accommodation conditions of the Auditors in order to guarantee their safety. The CSTB may formulate observations and justify additional requests; it reserves the right to cancel a trip if the proposed conditions do not offer a sufficient guarantee of safety.

<sup>(4)</sup> In accordance with the recommendations of the French State, in order to ensure the safety of the employees of the CSTB and its subcontractors (hereinafter referred to as "the Auditors"), requests for admission to certification formulated by entities whose sites to be evaluated within the framework of certification are located on the territory of a country classified as an orange or red zone will not be taken into account by the CSTB.

<sup>(5)</sup> The CSTB proposes to the applicant/holder secure means of communication (videoconferencing, document sharing, etc.); in the event that the applicant/holder wishes to use other means of communication, the latter will use, under its exclusive responsibility, the means of communication that it deems suitable for preserving the integrity and confidentiality of the documents and videos communicated to the CSTB.

However, the CSTB reserves the right to refuse certain means of communication:

- in the event that these means of communication :
  - o are incompatible with those used by the CSTB, or
  - o present a risk for the information systems of the CSTB, or
- in the event that the CSTB would be obliged, in order to receive the documents and videos of the holder, to acquire, for a fee, the same means of communication as those of the holder.

At the end of the audit, materialised by the sending of the audit report to the applicant/holder, the CSTB undertakes to destroy any element communicated by the applicant/holder and not to keep any copy. Moreover, the CSTB and the applicant/holder undertake not to make any sound or visual recording of the content shared in a videoconference (video, audio, screen sharing, etc.).

## **B. Provisions relating to temporary or definitive cessation of production**

Any permanent or temporary cessation of production of certified products (or a range of products), whatever its duration, must be identified, recorded and declared in writing to the CSTB; this declaration must mention the date of cessation of production, the forecast date of resumption and as soon as it is known, the confirmed date of resumption.

Note: Any temporary cessation due to a holiday period is not concerned, provided that it is less than one month.

### ➤ **Case of a temporary cessation of the production site or production line of less than 6 months - No production of the certified product or a similar product**

Case of a temporary cessation of the production site or production line of less than 6 months - No production of the certified product or a similar product

No suspension is notified to the holder. As soon as production resumes, the self-checks defined in the reference documents must be carried out by the holder; they will be analysed by the CSTB auditor within the framework of the next follow-up audit. In addition, the holder undertakes to declare to the CSTB any modification likely to have an impact on the performance of his product (modification of the product, manufacturing unit or process, quality organisation, etc.).

If production is not resumed by the end of the period initially provided for, the holder may request a suspension for a maximum of 18 months or a withdrawal of the right to use the mark. The procedure set out below is applied according to the duration.

### ➤ **Case of a temporary cessation of the production site or production line of more than 6 months - No production**

The holder must specify the period of time required to dispose of the stock of marked and manufactured products before the date of cessation of production.

The decision to suspend the certificate and, if applicable, the right to use the associated mark, is notified to the holder by the CSTB.

At the end of the period indicated by the holder and judged to be consistent by the CSTB, the product is withdrawn from the list of certified products.

Beyond one year of suspension and before the end of the period of suspension (by period of 6 months), the holder must inform the CSTB of the state of its stock of certified products. Within this framework, an audit (to ensure the veracity of the stocks, as well as market surveillance actions (website, catalogue, distribution, etc.) may be required. The CSTB informs the manufacturer of its decision concerning its application for renewal.

This suspension may be pronounced for a period of up to 24 months maximum, beyond which time the holder will be notified of the withdrawal of the right to use the mark.

The lifting of the suspension is subject to the resumption of production, the carrying out of an audit and, if necessary, the completion of tests. The results of the evaluations must be positive for the CSTB to notify the holder of the lifting of the suspension.

In the case of a 24-month suspension, the holder is obliged to provide the CSTB with a status report at 18 months. This is in order to be able to anticipate the lifting of the suspension, in particular for the organisation of the audit and the sampling for the tests for lifting the suspension. A remote audit may be organised, prior to the on-site audit, in particular to audit the requirements relating to the quality system.

On receipt of the notification, the holder is authorised to mention the certification mark.



A setting in conformity or a resumption of the production after the duration (beyond the **24 months** maximum), will have to be considered as a new request for certification.

➤ **Case of a definitive cessation of the production site or the production line**

The holder must specify the duration necessary for the disposal of the stock of marked products. At the end of the period indicated by the holder and judged to be consistent by the CSTB, the right to use the Mark is withdrawn and the product(s) is/are removed from the list of certified products. The withdrawal decision is notified to the holder by the CSTB.

**C. Details of the provisions relating to measuring equipment that is no longer metrologically valid following a production stoppage in the context of an exceptional situation (pandemic, etc.)**

Measurement and test equipment that is no longer metrologically valid may be used within three months (\*) of resumption of production, provided that the planning of connections is carried out on the one hand, and that justifications demonstrating that the measurement and test results remain reliable on the other hand:

- by relying on confirmed test results on a reference sample, where appropriate,
- by confirming that the drift determined on previous connections is acceptable, or
- by validating values obtained during in-service checks (for example by using a standard gauge for in-service checks of a calliper or a temperature probe for checking an oven).

In return for the metrological connection, this derogation will be validated by the confirmation of the new drift.

(\*) Any period of more than three months must be the subject of a request for exemption from the CSTB. Each request will be analyzed "on a case-by-case basis"; particular attention will be paid in the event that the measure relates to a certified characteristic that has an impact on the health or safety of persons or property.

## **APPENDIX I: Continuity organisation of CSTB certificates during and after exceptional circumstances**

### **I. PRODUCTION/SERVICE CONTINUITY – NO PRODUCTION LINE HALT**

<b>Possible cases</b>	<b>Continuity?</b>	<b>Risk to product performance?</b>
<b>Case 1:</b> audit, tests (2) planned and carried out in the 1 <sup>st</sup> half of year n under “normal” conditions	Yes (if reference system requirements are satisfied):  Certificate maintenance (if the certificate does not indicate a validity end date)/  Certificate renewal (if the certificate indicates a validity end date)	None
<b>Case 2:</b> - Audits planned in the 1 <sup>st</sup> half of year n and carried out as “remote audit” (1) - Tests (2) conducted		None
<b>Case 3:</b> audit (1), tests (2) planned and carried out in the 2 <sup>nd</sup> half year n		None

(1) *the audit can be conducted remotely*

(2) *if the certification reference system requires tests in the mark laboratory*

## II. HALT OF PRODUCTION FOR LESS THAN 6 MONTHS

### II.1.: frequency of assessments annual, every 2 or 3 years

<b>Possible cases</b>	<b>Conditions for resumption</b>	<b>Continuity?</b>	<b>Risk to product performance?</b>
<b>Case 4:</b> audit, tests (2) planned and carried out in the 1 <sup>st</sup> half of year n under normal conditions	Production resumed without complementary assessment by CSTB (3)	Yes (if reference system requirements are satisfied):  Certificate maintenance (if the certificate does not indicate a validity end date)/  Certificate renewal (if the certificate indicates a validity end date)	None
<b>Case 5:</b> audit, tests (2) planned for the 1 <sup>st</sup> half of year n and not carried out	Production resumed without complementary assessment by CSTB (3)  Audits (1) and tests (2) carried out in the 2 <sup>nd</sup> half of year n instead of the 1 <sup>st</sup> half of year n		None
<b>Case 6:</b> audit, tests (2) planned for the 2 <sup>nd</sup> half of year n  (or in year n+1, year n+2 for assessment frequencies every 2 or 3 years)	Production resumed without complementary assessment by CSTB (3)  Audits (1) and tests (2) carried out in the 2 <sup>nd</sup> half of year n according to the original schedule		None

(1) *the audit may be conducted remotely*

(2) *if the certification reference system requires tests in the mark laboratory*

(3) *when production resumes, self-inspections set out in the reference systems must be carried out by the holder; these will be analysed by the CSTB auditor as part of the next follow-up audit. Furthermore, the holder undertakes to declare any modification that impacts their product's performance (product modification, manufacturing unit or process, quality organisation, etc.).*

## II. HALT OF PRODUCTION FOR LESS THAN 6 MONTHS (cont.)

### II.2. Half-yearly frequency of assessments

Possible cases	Conditions for resumption	Continuity?	Risk to product performance?
<b>Case 7:</b> audit, tests (2) planned for and carried out in the 1 <sup>st</sup> half of year n under "normal" conditions	Production resumed without complementary assessment by CSTB (3) Second half audit (1), tests (2) carried out of second half year n	Yes (if reference system requirements are satisfied):  Certificate maintenance (if the certificate does not indicate a validity end date)/	None
<b>Case 8:</b> audit, tests (2) planned for the 1 <sup>st</sup> half of year n and not carried out	Production resumed without complementary assessment by CSTB (3)  Audits (1) and tests (2) carried out: - as soon as possible, and at the end of the 2 <sup>nd</sup> half of year n	Certificate renewal (if the certificate indicates a validity end date)	None

## III. HALT OF PRODUCTION FOR GREATER THAN 6 MONTHS

Possible cases	Conditions for resumption	Continuity?	Risk to product performance?
<b>Case 9:</b> All halts for greater than 6 months	The holder shall specify the time needed to sell off the inventory of products marked and manufactured prior to the date production ceased. The suspension decision is communicated to the holder by CSTB. When the period indicated by the holder and deemed consistent by CSTB expires, the product is removed from the list of certified products. The total length of time for a suspension for these products shall not exceed <b>24</b> months. The removal of the suspension may only be announced following one or more suspension removal assessments (1) (2) defined by CSTB.	No: Certificate suspension	After 6 months, a significant risk of reduction in staff skills, deviation in production process, etc.

(1) the audit may be conducted remotely.

(2) if the certification reference system requires tests in the mark laboratory

(3) when production resumes, self-inspections set out in the reference systems must be carried out by the holder; these will be analysed by the CSTB auditor as part of the next follow-up audit. Furthermore, the holder undertakes to declare any modification that impacts their product's performance (product modification, manufacturing unit or process, quality organisation etc.).